



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination, du
pilotage, de l'appui territorial et
de l'environnement**

Arrêté n°2025-DCPATE-595

mettant en demeure la SCEA LOG ELEVAGE de mettre en conformité son installation d'élevage de volailles (site des Jaudries) située au lieu-dit L'Angibertrie à L'OIE

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I et le livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté du préfet de région n°123 du 26 avril 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°06-DRCLE/1-314 du 13 juillet 2006 autorisant la SA BALLIS à exploiter, aux lieux-dits Les Jaudries (à L'Angibertrie), Les Fosses et les Ardillers à L'OIE, un élevage de 80 000 volailles ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°21-DRCTAJ/1-140 du 18 mars 2021 validant la reprise des trois sites susvisés par la SCEA LOG ÉLEVAGE et la diminution d'effectif à 77 000 volailles ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2023-DCTAPE-335 du 4 septembre 2023, autorisant le site des Jaudries pour 77 000 volailles, après scission entre les trois sites susvisés ;

Vu le courrier préfectoral du 16 avril 2024 validant la construction d'un centre de tri d'œufs et d'un local pour les salariés ;

Vu le règlement sanitaire départemental de la Vendée ;

Vu le rapport de l'inspectrice de l'environnement de la direction départementale de la protection des populations (DDPP) de la Vendée transmis le 29 août 2025 au gérant de la SCEA LOG ELEVAGE sur la

base des constats réalisés lors de l'inspection du 27 août 2025, l'informant d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

Vu la proposition, en date du 29 août 2025, de l'inspectrice de l'environnement de la DDPP de la Vendée au préfet de la Vendée, de mettre en demeure la SCEA LOG ELEVAGE sur la base de constats réalisés lors de l'inspection du 27 août 2025 ;

Considérant qu'il a été constaté, lors de l'inspection réalisée par l'inspectrice de l'environnement de la DDPP le 27 août 2025, un dépassement d'effectif (136 502 poules pondeuses présentes sur le site au lieu de 77 000) ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure le gérant de la SCEA LOG ELEVAGE, pour la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, de respecter l'effectif autorisé indiqué à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 4 septembre 2023 susvisé ;

Considérant que l'intéressé n'a pas présenté d'observation avant le terme du délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté de mise en demeure ;

Arrête

Article 1

Le gérant de la SCEA LOG ELEVAGE, dont le siège social est situé au lieu-dit La Rousselière à CHAUCHE, exploitant un élevage de poules pondeuses sur le site des Jaudries au lieu-dit L'Angibertrie sur le territoire de la commune de l'OIE, est mis en demeure de respecter les mesures suivantes :

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- diminuer l'effectif afin de respecter l'effectif autorisé de 77 000 poules pondeuses ;
- ou régulariser auprès des services de la préfecture le nouvel effectif.

Article 2

Le gérant de la SCEA LOG ELEVAGE adresse au préfet, **dans le délai susvisé**, les justificatifs (photographies, plans, courriers, ...) attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement dont un extrait est joint au présent arrêté.

Article 4

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télé-recours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Ce recours n'est pas suspensif.

Article 5

Le présent arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture de Vendée pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de l'OIE pour pouvoir y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

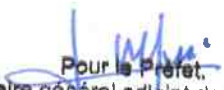
Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – bureau de l'environnement – section des installations classées (ICPE).

Article 6

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le maire de l'OIE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au gérant de la SCEA LOG ELEVAGE par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La ROCHE-SUR-YON, le 6 OCT. 2025

Le Préfet,


Pour le Préfet,
le secrétaire général adjoint de la Préfecture
de la Vendée

Éric LAFFARGUE

Arrêté n°2025-DCPATE-595

Mettant en demeure la SCEA LOG ELEVAGE de mettre en conformité son installation d'élevage de volailles (site des Jaudries) située au lieu-dit L'Angibertrie à l'OIE

Article L 171-8 du Code de l'environnement :

I.- Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II.- Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, aux mesures d'urgence mentionnées à la dernière phrase du I du présent article ou aux mesures ordonnées sur le fondement du II de l'article L. 171-7, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes :

1° Obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser.

Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'[article 1920 du code général des impôts](#). Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs, la réalisation des travaux, des opérations ou des aménagements ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée. Les deuxième et dernier alinéas du même 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée au-delà d'un délai de trois ans à compter de la constatation des manquements.

Les mesures mentionnées aux 1° à 4° du présent II sont prises après avoir communiqué à l'intéressé les éléments susceptibles de fonder les mesures et l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.

L'autorité administrative compétente peut procéder à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le site internet des services de l'Etat dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée, lors de la procédure contradictoire prévue à l'avant-dernier alinéa du présent II.